

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 7 au 12 mai 2025

Sommaire

Le chiffre de la semaine : le taux directeur	2
Graphique de la semaine.....	2
Fait marquant : Le Royaume-Uni signe le premier « accord » avec les États-Unis depuis les annonces des droits de douane « réciproques » par D. Trump	3
En bref	4
Actualités macroéconomiques	4
CONJONCTURE	4
MARCHE DU TRAVAIL.....	5
FINANCES PUBLIQUES	5
FISCALITE	5
POLITIQUE MONÉTAIRE.....	6
Actualités commerce et investissement	6
INVESTISSEMENT	6
SANCTIONS.....	6
Actualités financières	6
REGLEMENTATION FINANCIERE	6
BANQUES ET ASSURANCES.....	7
MARCHES FINANCIERS	7

Le chiffre de la semaine : le taux directeur

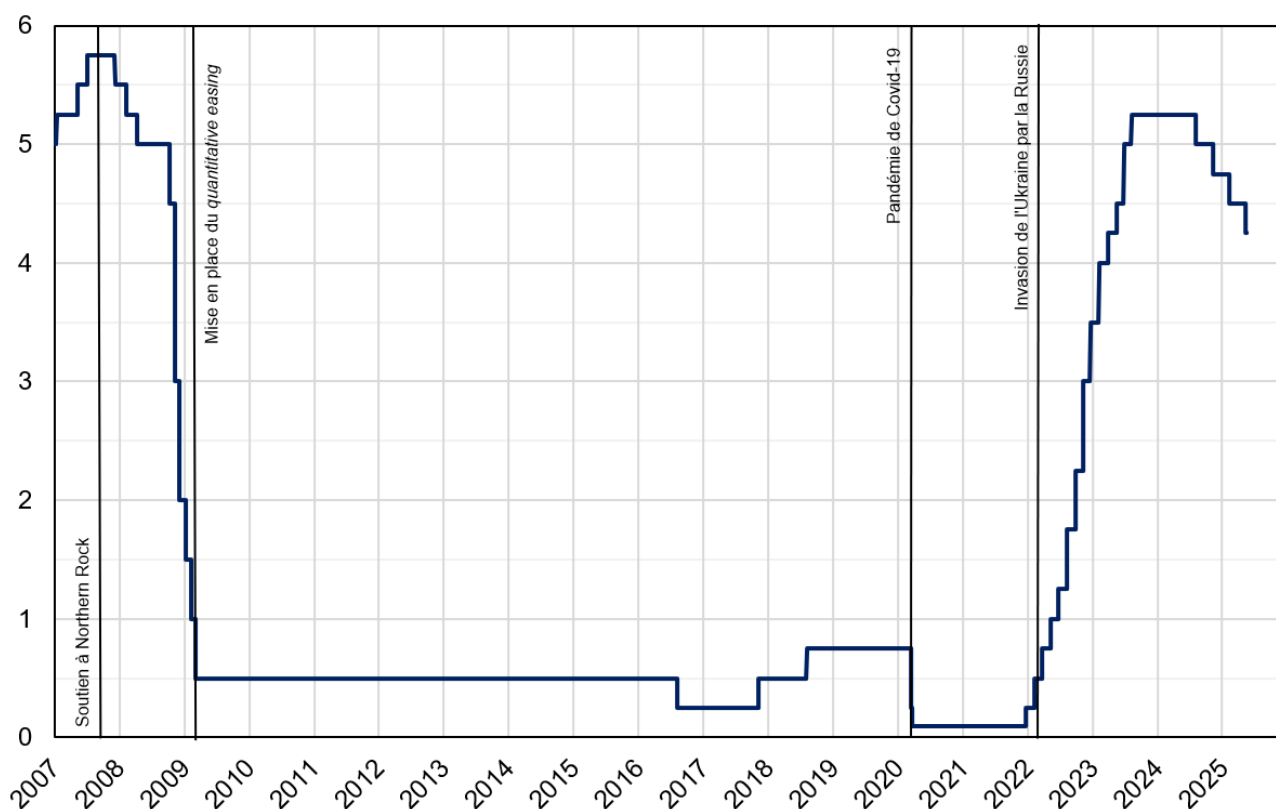
Le 8 mai, les membres du Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque d'Angleterre ont abaissé le taux directeur à 4,25 %, pour la deuxième fois cette année, au terme d'un voté divisé. Sans pour autant surestimer les conséquences potentielles des droits de douane américains sur l'économie britannique, la décision du CPM est surtout guidée par la crainte d'un ralentissement de l'activité, dans un contexte sous-jacent de désinflation progressive et d'une politique monétaire restrictive qui pèse déjà sur l'activité. Le CPM a insisté sur l'imprévisibilité de l'environnement économique, et il continue de surveiller les risques – aussi bien haussiers que baissiers – entourant la trajectoire de l'inflation, en poursuivant son approche « réunion par réunion ». Enfin, la Banque d'Angleterre revoit ses prévisions de croissance (cf. Actualités macroéconomiques | Conjoncture).

LE CHIFFRE À RETENIR

4,25 %

Graphique de la semaine

Taux directeur de la Banque d'Angleterre (2007-2025, %)



Fait marquant: Le Royaume-Uni signe le premier « accord » avec les États-Unis depuis les annonces des droits de douane « réciproques » par D. Trump

Le 8 mai, Keir Starmer et Donald Trump ont [annoncé](#) conjointement la conclusion d'un « [accord de prospérité économique](#) » – prenant pour l'heure davantage la forme d'une déclaration d'intentions préalable à la finalisation juridique des termes de l'accord. Le Royaume-Uni devient ainsi le premier pays à obtenir un accord avec l'administration Trump depuis la guerre commerciale ouverte par le président américain le 2 avril. De plus, il s'agit du deuxième accord commercial conclu par le Royaume-Uni en l'espace de quelques jours après celui obtenu avec l'Inde [\[voir brèves n°18\]](#). Les Britanniques obtiennent des réductions de droits de douane dans la sidérurgie et l'automobile, sans céder sur leurs normes sanitaires. Cependant, cet accord se fait au prix d'un alignement sur les États-Unis en matière de sécurité économique et d'une libéralisation de l'éthanol.

Le Royaume-Uni obtient la réduction des droits de douane additionnels appliqués sur les produits sidérurgiques et l'automobile. Les exportations britanniques d'acier et d'aluminium vers les États-Unis seront exonérées de droits de douane - selon des modalités qu'il reste encore à définir - alors qu'ils étaient jusqu'ici de 25 %. Il s'agit d'une concession limitée pour les États-Unis au vu du faible flux (600 M\$ en 2024). De façon plus significative, les exportations britanniques de voitures passeront d'un taux de 27,5 % à un taux de 10 %, sur un quota annuel de 100 000 véhicules (équivalant au volume exporté l'an dernier).

En matière agricole, l'ouverture des marchés britannique et étatsunien s'élargit mais sans entraîner d'abaissement des normes alimentaires. Les exportations agricoles américaines vers le Royaume-Uni seront nettement plus faciles, avec un contingent ouvert sur le bœuf et une libéralisation sur l'éthanol (soumis à un droit de douane de 19% actuellement). Toutefois, le gouvernement britannique réussit à préserver à ce stade sa ligne rouge sur ses standards pour les produits alimentaires : l'élargissement de l'accès au marché britannique sur le bœuf ne concerne que les productions américaines sans utilisation d'hormone de croissance (Bœuf Stilton).

Pour autant, le « plancher » de droits de douane américains à 10 % demeure pour la quasi-totalité des produits britanniques : la situation du Royaume-Uni s'améliore par rapport aux décisions américaines de début avril, mais reste dégradée si on la compare à la période avant l'administration Trump 2.

L'accord du 8 mai acte un rapprochement voire un alignement du Royaume-Uni sur les États-Unis en matière de sécurité économique, ce qui serait un changement significatif dans l'approche britannique jusqu'ici plus libérale. Le Royaume-Uni s'alignerait sur les États-Unis en matière de contrôle des exportations et de sécurité des investissements vis-à-vis des « pratiques *non-market* de pays tiers ». Les deux pays prévoient également de se rapprocher sur la sécurité des approvisionnements dans l'acier et l'aluminium.

En plus de l'accord du 8 mai, les États-Unis et le Royaume-Uni préparent un tech deal, qui est présenté comme une opportunité de « prospérité économique » par K. Starmer. Le Premier ministre britannique espère construire les bases de partenariats transatlantiques en matière de technologies avancées, de sciences de la vie, etc., en insistant sur le fait que les deux pays ont chacun un secteur tech pesant plus d'un trillion de dollars.

En bref

- La livre sterling s'apprécie par rapport à l'euro et atteint 1,1872 € (+1,0 % sur la semaine). Face au dollar américain, la livre se déprécie, à 1,3188 £ (−0,8 %) sur la semaine.
- Au 12 mai, le rendement du gilt (obligation souveraine) à 10 ans s'établit à 4,64 %, en hausse sur la semaine (+12 pdb). Le rendement du gilt à 30 ans augmente de la même manière à 5,47 % (+15 pdb).
- Le Royaume-Uni et la Turquie ont [convenu](#) de tenir un premier cycle de négociations commerciales d'ici juillet, en vue d'améliorer l'accord de libre-échange bilatéral existant.
- Le Ministre des Affaires Étrangères britannique, [David Lammy](#), s'est rendu au Qatar à l'occasion du dialogue stratégique bilatéral, afin de faire le bilan de l'avancée des négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et le Conseil de coopération du Golfe et de développer le partenariat d'investissement conclu avec le sultanat.
- Le Royaume-Uni a [publié](#) sa réponse à la décision de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye sur la pêche au lançon [[voir brèves n°18](#)].
- Le chair de la Financial Conduct Authority (FCA), Ashley Alder, s'est exprimé en faveur du [renforcement](#) des liens entre le Royaume-Uni et la Chine, évoquant cette relation comme « force stabilisatrice » et citant la finance durable et la gestion de patrimoine comme aires possibles de coopération.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture

La Banque d'Angleterre révisé ses prévisions de croissance, témoignant de la volatilité conjoncturelle. Après une fin d'année 2024 peu dynamique (+0,0 % au T3 et +0,1 % au T4), la croissance britannique montre des signes de reprise en ce début d'année (+0,5 % en février), toutefois fragiles car correspondants à des facteurs erratiques. La Banque d'Angleterre prévoit ainsi dans son [rapport de politique monétaire](#) une croissance de +0,6 % au T1 2025 (+0,5 pt par rapport à la prévision de février) mais seulement de +0,1 % au T2 (−0,2 pt). La croissance sous-jacente devrait être nulle au premier semestre, ce qui témoigne d'une faiblesse structurelle de l'économie britannique. Après une croissance annuelle de +1,1 % en 2024, la Banque d'Angleterre anticipe désormais +1,0 % en 2025 (+0,25 pt) puis +1,25 % en 2026 (−0,25 pt).

Alors que le directeur général du Bureau des statistiques nationales (ONS) quitte ses fonctions, un débat sur l'étendue du poste surgit. Sir Ian Diamond a [démissionné](#) de ses fonctions de « statisticien national » pour raisons de santé, dans un contexte tendu pour l'ONS qui subit depuis quelques mois des critiques quant à la qualité des données produites. Une inspection est d'ailleurs en cours pour examiner les sources des séries d'erreurs et des retards de publication. Il a été remplacé par Emma Rourke, anciennement statisticienne nationale adjointe de l'ONS pour la santé et la population. Aujourd'hui, le statisticien national est le directeur général de l'Autorité statistique britannique (UKSA – dont dépend l'ONS), mais aussi du service statistique du gouvernement (UKGSS) avec les fonctions de représentation et de conseil qui en découlent. Certains hauts fonctionnaires, dont [Denise Lievesley](#) (en charge d'une récente inspection de l'UKSA), suggèrent de séparer ces deux responsabilités, notant que le poste requiert actuellement des compétences de *management* et de *leadership* auprès d'environ 4 000 employés, tout en étant un statisticien de classe mondiale.

Les fermetures d'entreprises viables sont au plus haut depuis la pandémie. Selon les données de [Companies House](#) (équivalent du registre du commerce et des sociétés

en France), le nombre de liquidations volontaires d'entreprises solvables au Royaume-Uni a atteint son plus haut niveau depuis la pandémie, avec 12 602 fermetures en 2024-25 (contre 14 929 en 2020-21), représentant 34 % des liquidations totales. Cette hausse est largement attribuée à l'anticipation d'augmentations d'impôts sur la cession d'actifs professionnels, annoncées par la chancelière Rachel Reeves. En effet, les propriétaires pouvaient retirer des fonds de leur entreprise à un taux d'imposition réduit avant de la fermer (10 %) : ce taux augmentera à 14 % en avril 2026 puis 18 % en avril 2027. Nombreux [semblent](#) être les dirigeants qui préfèrent fermer leur entreprise pour éviter ces hausses. S'ajoutent à cela des conditions économiques incertaines que rencontre le Royaume-Uni, à savoir la hausse du coût de l'emploi et le climat d'incertitude, qui poussent certains à prendre leur retraite plus tôt que prévu.

Marché du travail

Le gouvernement britannique a dévoilé son [livre blanc](#) sur l'immigration avec pour objectif de diminuer l'immigration annuelle nette d'environ 100 000 personnes.

Intitulé "*Restoring control over the immigration system*", le livre blanc fait le constat d'une immigration nette ayant plus que quadruplé ces dernières années (jusqu'à un million d'entrants nets en 2023, contre 200 000 pré-Brexit). Selon Keir Starmer, ces afflux auraient dégradé les services publics et l'accès au logement, et incité à embaucher des travailleurs immigrés plutôt que d'investir dans la formation de compétences dans la population britannique. Pour la ministre de l'Intérieur, Yvette Cooper, l'immigration doit être contrôlée, et surtout bénéficier au Royaume-Uni. Le *white paper* propose des restrictions/coûts supplémentaires pour l'obtention de visas pour travailleurs qualifiés, la suspension des *care visas* pour le personnel soignant immigré, et davantage de restrictions au regroupement familial. De plus, les étudiants étrangers ne pourront travailler que pendant 18 mois après l'obtention de leur diplôme (au lieu de deux ans actuellement). En revanche, le gouvernement souhaite accélérer et simplifier la venue des « hauts talents » (scientifiques, chercheurs en IA, entreprises s'installant au Royaume-Uni). Enfin, le gouvernement se donne le droit d'être plus strict sur les demandes d'asile et rallonge la durée minimale de résidence requise pour obtenir la nationalité britannique.

Finances publiques

Selon le National Institute of Economic and Social Research ([NIESR](#)), le gouvernement serait en voie de ne pas respecter ses règles budgétaires. Dans son rapport d'analyse macroéconomique de printemps 2025, le NIESR déclare que les perspectives économiques britanniques sont incertaines et fragiles, et principalement pour des raisons internes au Royaume-Uni. Le *think tank* pointe du doigt les récentes décisions gouvernementales (hausse du coût de l'emploi, hausses de prélèvements obligatoires) entraînant la baisse de la confiance des entreprises et des ménages. La prévision de croissance a été abaissée à +1,2 % (-0,3 pt) pour 2025, comme la trajectoire de croissance entre 2027 et 2030 (+1,5 % par an, au lieu de +1,7 % par an). Ainsi, le NIESR prévoit que le déficit courant (hors investissement public) des administrations publiques sera de 1,6 % du PIB en 2029-30. Puisque le gouvernement s'était fixé pour objectif d'atteindre l'équilibre du solde courant en 2029-30, il raterait la cible avec un écart de 57 Md£. La deuxième règle, sur la baisse du passif financier net (PSNFL) en 2029-30, ne serait – elle non plus – pas respectée, avec un écart de 25 Md£.

Fiscalité

L'administration fiscale britannique a [suspendu](#) la collecte de TVA contestée sur les courses d'Uber, après une décision de justice favorable à Bolt. HMRC n'exige plus qu'Uber paie la TVA sur le prix total des courses, mais uniquement sur ses commissions, à titre temporaire en attendant l'issue d'un contentieux. Cette décision intervient après un jugement en mars confirmant que Bolt, concurrent d'Uber, pouvait

bénéficier du régime fiscal réservé aux tour-opérateurs (*Tour Operators' Margin Scheme*), qui limite la TVA à leur marge. Depuis 2022, HMRC imposait à Uber de payer la TVA sur l'intégralité du prix des courses, ce que la société a contesté tout en continuant à verser la TVA demandée pour un total de 1,4 Md£ jusqu'à aujourd'hui. HMRC envisage de faire appel contre la décision en faveur de Bolt, mais assouplit donc dans le même temps sa collecte de TVA auprès d'Uber.

Politique monétaire

Bien que le taux directeur vienne d'être abaissé à 4,25 % le 8 mai dernier, la Banque d'Angleterre demeure prudente quant à de potentielles futures baisses de taux. Clare Lombardelli et Megan Greene, toutes deux membres du Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre, rappellent que la dernière décision de baisse de taux a été pleinement mesurée. Compte tenu du rebond attendu de l'inflation en cours d'année 2025, de nouvelles indications d'une désinflation structurelle seront nécessaires pour pouvoir envisager de nouvelles baisses de taux, malgré le ralentissement de l'activité qui sera induit par les droits de douane américains. En effet, selon les deux membres, le taux de croissance des salaires, l'inflation des services ou encore la hausse des anticipations d'inflation peuvent inquiéter le Comité quant à la persistance de l'inflation.

Actualités commerce et investissement

Investissement

La Chancelière de l'Echiquier annonce la finalisation du plan de financement de la gigafactory d'AESC dans le Sunderland. Cette nouvelle usine du groupe japonais AESC destinée à la production de batteries pour les véhicules électriques devrait permettre d'augmenter la capacité de production de batterie du Royaume-Uni par 6 et générer 1 000 nouveaux emplois. Cet investissement de 1 Md£ bénéficie des garanties financières du *National Wealth Fund* et de *UK Export Finance* ainsi qu'une contribution de 150 M£ par le biais de subventions via l'*Automotive Transformation Fund*.

Sanctions

Les autorités britanniques adoptent de nouvelles sanctions à l'encontre de la flotte fantôme russe. 101 navires de la flotte fantôme, 5 individus et 4 entités ont été placés sous sanctions en vertu du régime de sanctions à l'encontre de la Russie. Le gouvernement britannique cherche ainsi à renforcer la pression sur l'économie de guerre russe et à protéger les infrastructures critiques du Royaume-Uni face à la menace de la flotte fantôme.

Actualités financières

Réglementation financière

Sarah Breeden, sous-gouverneure chargée de la stabilité financière à la Banque d'Angleterre (BoE), a prononcé un discours sur le cadre réglementaire envisagé pour les stablecoins au Royaume-Uni. Ce discours fait suite à la publication en novembre 2023 d'une proposition de la BoE d'un régime de régulation des stablecoins utilisés à des fins de paiements de détail. Sarah Breeden revient sur trois préoccupations de la place à l'égard de cette proposition. Premièrement, les modèles économiques actuels des stablecoins, fondés sur des revenus d'intérêts, n'auraient pas été compatibles avec le régime proposé initialement, en raison de la définition donnée par la BoE au concept d'unité de la monnaie. Deuxièmement, les divergences entre le régime de la BoE et celui de la Financial Conduct Authority (FCA), qui vise les stablecoins non systémiques, pourrait compliquer le basculement des entreprises vers ce nouveau cadre. Troisièmement, des inquiétudes ont été soulevées concernant la divergence

réglementaires au niveau international, et les risques qui en découlent pour les activités transfrontalières. La BoE envisage dans la suite de ses travaux de mieux distinguer les stablecoins utilisés dans les paiements, qu'elle souhaite rendre viables et sûrs, des autres stablecoins à usage plus spéculatif ou d'investissement.

La FCA a publié un [document de consultation](#) visant à simplifier les règles encadrant les prêts hypothécaires dans le but d'offrir davantage de flexibilité aux emprunteurs comme aux prêteurs. Les propositions cherchent à faciliter certains ajustements de prêts, à encourager la concurrence et à améliorer l'expérience client, tout en restant conformes au devoir de protection du consommateur. La FCA propose notamment de supprimer l'obligation pour les prêteurs de fournir un conseil réglementé, dès qu'il y a un échange interactif avec le client, afin de rendre plus accessible l'option "execution-only" (vente sans conseil). Elle souhaite également assouplir les règles d'évaluation de l'« abordabilité » (*affordability*) pour permettre aux emprunteurs de réduire plus facilement la durée d'un prêt ou changer de prêteur pour refinancer l'emprunt si cela est plus avantageux pour eux. La consultation se termine le 4 juin.

Banques et assurances

HSBC [poursuit](#) une stratégie de développement ambitieux dans la gestion de patrimoine au Royaume-Uni, malgré des suppressions de postes dans d'autres divisions. Alors que la banque a réduit ses effectifs dans la banque d'investissement et la gestion privée internationale, elle prévoit de recruter 200 nouveaux conseillers en gestion de patrimoine d'ici fin 2025, portant leur nombre à 600. Cette orientation repose sur plusieurs motivations clés : la recherche de revenus plus stables et récurrents que dans les activités de marché, le fort potentiel de croissance du segment « *mass affluent* » au Royaume-Uni (plus de 16 millions de clients ciblés), et la volonté de se différencier par une offre personnalisée combinant conseil humain et outils digitaux. HSBC entend ainsi se positionner comme un acteur de référence en planification financière hybride.

Marchés financiers

Le London Stock Exchange Group (LSEG) a enregistré une [hausse](#) de 13 % de ses revenus issus de l'activité de marché au premier trimestre 2025, atteignant 834 millions de livres, portée par la volatilité accrue liée aux politiques commerciales du président américain Donald Trump. Cette incertitude a dopé les volumes sur les marchés de taux et les dérivés, dont les revenus ont bondi de 24 %. Le segment actions, incluant la Bourse de Londres, n'a quant à lui progressé que de 3,3 %, à 62 millions de livres, confirmant notamment le ralentissement des introductions en Bourse (seulement six IPOs en 2025 à ce jour). L'activité marchés a été la plus dynamique des quatre divisions principales du groupe et a contribué à une hausse globale de 8,2 % du chiffre d'affaires (hors éléments récupérables), à 2,3 milliards de livres. LSEG a maintenu ses prévisions annuelles (croissance organique entre 6,5 % et 7,5 %) et poursuit sa transformation stratégique, notamment via sa collaboration avec Microsoft initiée en 2022. Sa principale source de revenus reste la division data & analytics (issue du rachat de Refinitiv), qui a généré 1 milliard de livres (+4,4 %) au T1 2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : londres@dgtrésor.gouv.fr